



# Aux fédérations et syndicats de l'énergie : NE LE LAISSONS PAS FAIRE !

21 août 2018



## Aux fédérations et syndicats de l'énergie :

Depuis de nombreuses semaines, à Enedis et Grdf, des agences sont bloquées, des mouvements efficaces sont en cours à RTE, les salariés sont en lutte pour soutenir le service public. SUD énergie soutient toutes ces luttes et les salariés engagés pour la défense de notre bien commun. Au-delà de nos industries, il s'agit bien de défendre le service public dans son ensemble.

Nos barrages hydroélectriques vont être privatisés malgré notre totale opposition à tous. Malgré toute logique d'ailleurs, qu'elle soit technico-industrielle, financière, écologique, stratégique (indépendance énergétique), de sécurité, etc. Seul l'appétit financier de quelques-uns, qui se cache derrière l'alibi des injonctions bruxelloises, subsiste. (pour plus de détail, cf. notre cahier d'acteurs, notre rapport d'experts, notre audition devant les députés [ici](#)).

Nous, fédérations syndicales, prenons nos responsabilités en lançant des appels clairs à lutter dans toutes nos entreprises.

Macron a pour projet de combattre la Sécurité Sociale, nos statuts, nos retraites, tous les services publics, etc.....

**La réforme du statut des IEG et de ses agents devient une priorité, ainsi que le démantèlement des entreprises.**

### **NE LE LAISSONS PAS FAIRE !**

**Dans cette optique, la fédération sud énergie propose à toutes les fédérations et syndicats de l'énergie, de s'associer afin d'offrir au Roi, une réponse proportionnée à la haine qu'il nous voue.**

À cette fin nous pensons qu'en plus des agences bloquées, des coupures ciblées, des maintiens de tension (RTE port de Boreaux), nous devons attaquer fortement le « porte-monnaie » de nos actionnaires en lançant une lutte de grande envergure et à fort impact dans les différents moyens de production, dont les centrales nucléaires.

Vous savez comme nous qu'une semaine de retard sur le couplage de chaque réacteur en France qui est à l'arrêt représenterait un coût entre 1 et 5 millions d'€ par jour de retard et par réacteur. Le coût d'un mouvement social majeur ne peut être imputé aux salarié-e-s qui résistent, mais c'est le gouvernement et nos directions qui en ont la responsabilité.

Les salarié-e-s des unités, en production comme à l'arrêt, ont tou-te-s des revendications locales. Faisons, ensemble, en sorte qu'elles s'expriment de façon efficace sans appeler à des baisses de charges cycliques généralisées et facilement prévisibles. Cette stratégie a fait la preuve de son inefficacité depuis de nombreuses années. Laissons les syndicats locaux organiser les baisses de production afin que les messages de sûreté ne tombent pas systématiquement.



## Aux fédérations et syndicats de l'énergie :

Depuis de nombreuses semaines, à Enédis et Grdf, des agences sont bloquées, des mouvements efficaces sont en cours à RTE, les salariés sont en lutte pour soutenir le service public. SUD énergie soutient toutes ces luttes et les salariés engagés pour la défense de notre bien commun. Au-delà de nos industries, il s'agit bien de défendre le service public dans son ensemble.

Nos barrages hydroélectriques vont être privatisés malgré notre totale opposition à tous. Malgré toute logique d'ailleurs, qu'elle soit technico-industrielle, financière, écologique, stratégique (indépendance énergétique), de sécurité, etc. Seul l'appétit financier de quelques-uns, qui se cache derrière l'alibi des injonctions bruxelloises, subsiste. (pour plus de détail, cf. notre cahier d'acteurs, notre rapport d'experts, notre audition devant les députés [ici](#)).

Nous, fédérations syndicales, prenons nos responsabilités en lançant des appels clairs à lutter dans toutes nos entreprises.

Macron a pour projet de combattre la Sécurité Sociale, nos statuts, nos retraites, tous les services publics, etc.....

**La réforme du statut des IEG et de ses agents devient une priorité, ainsi que le démantèlement des entreprises.**

### **NE LE LAISSONS PAS FAIRE !**

**Dans cette optique, la fédération sud énergie propose à toutes les fédérations et syndicats de l'énergie, de s'associer afin d'offrir au Roi, une réponse proportionnée à la haine qu'il nous voue.**

À cette fin nous pensons qu'en plus des agences bloquées, des coupures ciblées, des maintiens de tension (RTE port de Boreaux), nous devons attaquer fortement le « porte-monnaie » de nos actionnaires en lançant une lutte de grande envergure et à fort impact dans les différents moyens de production, dont les centrales nucléaires.

Vous savez comme nous qu'une semaine de retard sur le couplage de chaque réacteur en France qui est à l'arrêt représenterait un coût entre 1 et 5 millions d'€ par jour de retard et par réacteur. Le coût d'un mouvement social majeur ne peut être imputé aux salarié-e-s qui résistent, mais c'est le gouvernement et nos directions qui en ont la responsabilité.

Les salarié-e-s des unités, en production comme à l'arrêt, ont tou-te-s des revendications locales. Faisons, ensemble, en sorte qu'elles s'expriment de façon efficace sans appeler à des baisses de charges cycliques généralisées et facilement prévisibles. Cette stratégie a fait la preuve de son inefficacité depuis de nombreuses années. Laissons les syndicats locaux organiser les baisses de production afin que les messages de sûreté ne tombent pas systématiquement.

• Emplacement : [ré-agir ensemble](#) > [Mobilisations et actualités](#) > [Actualités](#) >

• Adresse de cet article :

<https://solidaires.org/Aux-federations-et-syndicats-de-l-energie-NE-LE-LAISSONS-PAS-FAIRE>